

UNE ISSUE A LA MALCHANCE BULGARE ?

Mémoire de géopolitique

du Capitaine Yann TALBOURDEL

dans le cadre de l'étude dirigée "Les Balkans"

Directeur : Monsieur l'Ambassadeur Georges-Marie CHENU

Avril 2001

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| SOMMAIRE..... | 2 |
| INTRODUCTION..... | 4 |
| 1-CONSTAT HISTORIQUE DE LA MALCHANCE CYCLIQUE BULGARE.... | 6 |
| 1.1-La chute du deuxième royaume bulgare | 6 |
| 1.2-Cinq siècles de domination ottomane..... | 6 |
| 1.2.1-Le système féodal ottoman | 6 |
| 1.2.2-Conversion à l'Islam et hellénisation | 7 |
| 1.3-La catastrophe des guerres balkaniques..... | 8 |
| 1.3.1-La première guerre balkanique (octobre 1912-mai 1913) | 9 |
| 1.3.2-La seconde guerre balkanique (juin- juillet 1913)..... | 9 |
| 1.3.3-Conséquences des guerres balkaniques | 10 |
| 1.4-Les deux Guerres Mondiales : le ralliement à la loi du plus fort | 12 |
| 1.4.1-La Première Guerre Mondiale :une tentative de revanche | 12 |
| 1.4.2-L'irrédentisme malheureux de la Seconde Guerre Mondiale..... | 13 |
| 1.5-Cinquante ans sous le joug du Grand Frère..... | 14 |
| 1.5.1-L'émergence apparemment foudroyante du communisme | 14 |
| 1.5.2-« Un exemple à suivre par tous les pays socialistes » | 15 |
| 2-LES MOTEURS IDENTITAIRES DE LA BULGARIE..... | 16 |
| 2.1-« La Bulgarie fut ainsi une Eglise avant d'être un Etat » | 16 |
| 2.1.1-La puissance de l'église bulgare | 16 |
| 2.1.2-La renaissance intellectuelle et laïque..... | 17 |
| 2.2-« La Bulgarie des trois mers » :un irrédentisme récurrent..... | 18 |
| 2.2.1-La variable d'ajustement des grandes puissances à Berlin | 18 |
| 2.2.2-La revanche territoriale qui s'achève tristement à Bucarest | 22 |
| 2.2.3-L'opportunisme malheureux aux côtés de l'Allemagne | 23 |
| 2.3-Des sentiments russophiles omniprésents | 24 |
| 2.3.1-L'influence russe au XX ème siècle..... | 24 |
| 2.3.2-Des relations toutes particulières avec le Grand Frère..... | 25 |
| 3-SUR LES PAS DE LA GRANDE BULGARIE ? | 27 |

| | |
|--|----|
| 3.1-Une transition en panne d'idéal national | 27 |
| 3.2-Rigueurs économiques et malaise social | 28 |
| 3.3-Un nouveau réalisme en politique extérieure | 29 |
| 3.4-La Bulgarie et l'Union européenne | 31 |
| 3.5-La normalisation des liens avec l'Union soviétique | 32 |
| 3.6-Une recherche de puissance dans la crise des Balkans | 32 |
| CONCLUSION | 34 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | 36 |
| ANNEXE :..... | 37 |
| Les avatars de la Bulgarie de 1870 à 1945 – HERODOTE n°63..... | 37 |

INTRODUCTION

« Voilà dix ans que nous cherchons à surmonter les problèmes balkaniques en essayant de faire perdre de leur signification aux frontières grâce à l'intégration européenne. Et vous, avec la politique conduite en Bosnie, avec l'intervention au Kosovo, vous ne trouvez rien de mieux à faire que de ramener ces problèmes sur le devant de la scène. (...) A quoi bon tous ces morts pour vous ressembler quand vous ne vous ressemblez déjà plus vous-mêmes ! » Ainsi s'exclamait Mihaïl Ivanov, l'ancien conseiller aux affaires ethniques du président de la République bulgare, Jeliou Jeleu (1990-1996) alors que la Bulgarie était encore sous le choc de l'intervention occidentale au Kosovo. Ce cri de dépit voire de reproche symbolise à merveille les contradictions morales qui cohabitent en Bulgarie actuellement.

Une nouvelle fois, la Bulgarie se retrouve face à un dilemme qui l'a vue jusqu'à présent faire le mauvais choix. La domination ottomane, les guerres balkaniques, les deux guerres mondiales aux côtés des Allemands, la domination du Grand Frère sont autant de périodes marquées par des pertes de souveraineté mais aussi de territoire, de richesse, et de fierté nationale si difficile à constituer. Toute la difficulté de la Bulgarie moderne réside dans son choix identitaire : développer une identité nationale propre ou tenter de rejoindre la myriade européenne afin de tirer profit de ses richesses mais aussi de la puissance

économique du continent. Le poids du passé et l'attrait américain rendent ce choix encore plus délicat et, dans tous les cas, sujet à contestations.

Après des échecs historiques répétés et combinés à une malchance chronique, la Bulgarie devrait trouver un nouvel essor politique, économique et culturelle au sein de l'Union européenne si elle sait museler les vieux démons qui se nomment irrédentisme récurrent et populisme exacerbé.

Dans un premier temps, un constat historique de la malchance cyclique sera réalisé afin de mettre en évidence les racines mêmes de la frustration et les difficultés morales à raisonner de manière optimiste. Il facilitera grandement la compréhension des parties suivantes. On mettra ensuite en évidence les moteurs identitaires de la Bulgarie qui permettent de mieux cerner la personnalité actuelle de Sofia et donc d'en comprendre le comportement. Enfin, malgré une situation politique et économique défavorable, on montrera quelles seraient les attitudes à adopter vis-à-vis de l'Europe et des Etats-Unis pour un retour progressif à la Grande Bulgarie.

1-CONSTAT HISTORIQUE DE LA MALCHANCE CYCLIQUE BULGARE

1.1-La chute du deuxième royaume bulgare

La mort du roi Ivan Alexandre survint au moment d'une des premières grandes victoires des Turcs ottomans dans les Balkans -à Cirmen, ville située au bord du Maritza dans la Thrace de l'Est (1371). Les nouveaux envahisseurs préparaient déjà l'anéantissement des états balkaniques, déchirés alors par des contradictions internes et externes. Le royaume de Tarnovo gouverné par le fils cadet d'Alexandre -Ivan Sisman (1371-1393) succomba le premier malgré les efforts du patriarche Eftimij, qui s'efforça d'en organiser la défense. Trois années plus tard ce fut le tour de Vidin (1396) et des dernières forteresses bulgares le long du Danube, dont le souverain légitime était le fils aîné d'Alexandre- Ivan Stracimir (1360-1396). Un peu plus tard succomba la Dobroudja, dont le gouverneur était le boyard Ivanko.

Ainsi s'achevait pour le peuple bulgare l'étape de son existence indépendante dans l'Europe chrétienne.

1.2-Cinq siècles de domination ottomane

1.2.1-Le système féodal ottoman

A la veille de leur asservissement par l'Empire ottoman les états balkaniques ne le cédaient en rien à ceux de l'Europe occidentale, et présentaient même dans une certaine mesure des tendances nouvelles bien avant la première Renaissance italienne, ce fait est la preuve indiscutable du rôle funeste de cette longue domination étrangère.

L'envahisseur en effet n'anéantit pas seulement l'état, il imposa d'importants changements dans la structure de la société bulgare.

Le système féodal ottoman diffère de celui existant jusque-là dans le pays : c'est l'état qui est le propriétaire suprême des terres et la masse des paysans lui appartient ; c'est donc l'autorité centrale qui fixe leurs obligations. Une partie des paysans étaient affectés au budget de l'état et de la cour des sultans, l'autre partie aux frais d'entretien de l'armée. La classe dirigeante était constituée par la couche des militaires tenanciers de terres en contrepartie du service armé à cheval : les spahis, et par la couche supérieure de l'administration, concentrée dans les grandes villes et à Constantinople. L'aristocratie féodale bulgare fut anéantie soit physiquement au moment de la conquête, soit par des déportations en Anatolie, soit enfin par le passage à l'Islam et la fusion avec les conquérants.

Les territoires bulgares furent incorporés au vilajet (province) de Roumélie qui couvrait la majeure partie des Balkans, et subdivisés en sandjaks. La proximité de Constantinople, la plus grande ville d'Europe à cette époque, explique l'intérêt des dirigeants ottomans pour l'entretien de communications suivies avec les territoires bulgares. Toute irrégularité dans le ravitaillement pouvait avoir des conséquences fâcheuses pour la capitale et provoquer des troubles sociaux. Aussi la Sublime Porte établit-elle le monopole d'état sur le commerce des céréales et réglementa les approvisionnements. Des organes administratifs de contrôle furent créés dans toutes les villes, sous la direction des cadis qui surveillaient les domaines de la production et du commerce. Pour développer ce dernier on construisit des routes, des ponts et de nombreux caravansérails.

1.2.2-Conversion à l'Islam et hellénisation

En même temps que des changements sociaux, eurent lieu des changements ethniques et religieux. Pour des raisons stratégiques un grand nombre de Turcs furent installés sur les grandes routes, le long des fleuves Maritsa et Vardar et sur le littoral de la mer Noire. En outre, recourant à la violence, les Turcs obligèrent parfois la population bulgare à adopter l'Islam. Les Pomaks du Rhodope cèderont à cette conversion forcée. Elle pouvait être motivée par la réduction d'impôts qui suivait et s'avérait nécessaire pour qui voulait gravir rapidement l'échelle sociale. Nombre de légendes et de traditions ont conservé le souvenir de cette conversion forcée à l'Islam. La majeure partie de la population la

refusa et tenta de conserver sa religion et sa langue. Les diocèses bulgares furent rattachés au patriarcat de Constantinople, qui disposa également de pouvoirs administratifs. Par le haut clergé grec et le retour de la liturgie en langue grecque, l'hellénisation regagna du terrain. D'autant plus que les colonies de commerçants grecs établis dans les villes formèrent les cadres de la vie économique.

1.2.3- La vie urbaine

Relativement bien développé le phénomène urbain représente une particularité dans la vie sociale de la population balkanique, surtout en Bulgarie, durant l'occupation ottomane. Au XVI^{ème} siècle on y recensait quatre-vingt-dix villes regroupant 8 à 10 % de la population. Leurs habitants s'étaient regroupés en corporations, groupements d'ateliers, fondés et soutenus par l'état. Dans son aspect extérieur la ville bulgare diffère de celle de l'Europe occidentale. A l'exception de quelques places situées le long de la frontière, leurs anciennes murailles ont été rasées ; la plupart des maisons sont construites en bois ; les mosquées, les caravansérails et les auberges l'emportent sur les églises et les palais. La discrimination religieuse est à la base de la politique ottomane et interdit ou limite la construction de grandes églises ou d'imposants monastères. Ces derniers sont donc naturellement devenus le refuge des trésors de la culture bulgare. C'est grâce à eux que purent être conservées certaines œuvres précieuses de la littérature et de l'art du Moyen Age source d'une future renaissance.

1.3-La catastrophe des guerres balkaniques

Le nationalisme des Jeunes-Turcs au pouvoir à Constantinople depuis juin 1908 exaspérait les populations encore soumises des Balkans : Albanais en totalité, Bulgares, Grecs et Serbes en partie. De plus, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie en octobre 1908 provoqua une crise européenne qui voyait s'opposer la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) à la Triple Alliance (Russie, Angleterre, France). Les Balkans étaient devenus « la poudrière de l'Europe ».

La solution fut belliqueuse et catastrophique pour la Bulgarie. La guerre italo-turque de 1911 fut un prétexte et une alliance serbo-bulgare fut conclue en février 1912 à Belgrade dont une clause secrète prévoyait le partage des territoires turcs convoités. La Macédoine demeurait objet de litige : la Bulgarie voulait qu'elle soit proclamée autonome. La Ligue balkanique, union des peuples chrétiens contre la Turquie, fut constituée de ces deux pays ainsi que de la Grèce et du Monténégro.

1.3.1-La première guerre balkanique (octobre 1912-mai 1913)

La première guerre balkanique commença après le rejet d'une note de la Ligue demandant à Constantinople l'autonomie de la Macédoine : les Alliés répondirent par une déclaration de guerre. Après une brillante offensive, les Bulgares durent s'arrêter à 50 km de Constantinople. Pendant ce temps, Serbes et Grecs pénétraient en Macédoine. Au bout d'un mois et à la surprise générale, la Turquie fut obligée de demander l'armistice. Pourtant, après quelques pourparlers à Londres, les opérations reprurent le 18/30 janvier 1913 par une contre-offensive ottomane. Cette seconde phase de la guerre fut dure mais glorieuse pour la Bulgarie. Le 12 mars 1913 le siège d'Andrinople tombait et les Grecs s'emparaient de Janina. La paix de Londres s'imposa donc à la Turquie le 30 mai 1913.

Les anciens accords entre les Alliés, déjà incomplets, apparaissaient insuffisants aux Bulgares qui, conscients d'avoir fourni l'effort militaire essentiel, réclamaient désormais toute la zone litigieuse, tandis que les Serbes, qui avaient convoité une partie du territoire de la Principauté albanaise, demandaient en conséquence de plus vastes compensations en Macédoine. Ayant le sentiment d'être pris à un piège, le 23 juin 1913, le tsar Ferdinand donna à son armée l'ordre d'attaquer, sans déclaration de guerre, les troupes serbes et grecques.

1.3.2-La seconde guerre balkanique (juin- juillet 1913)

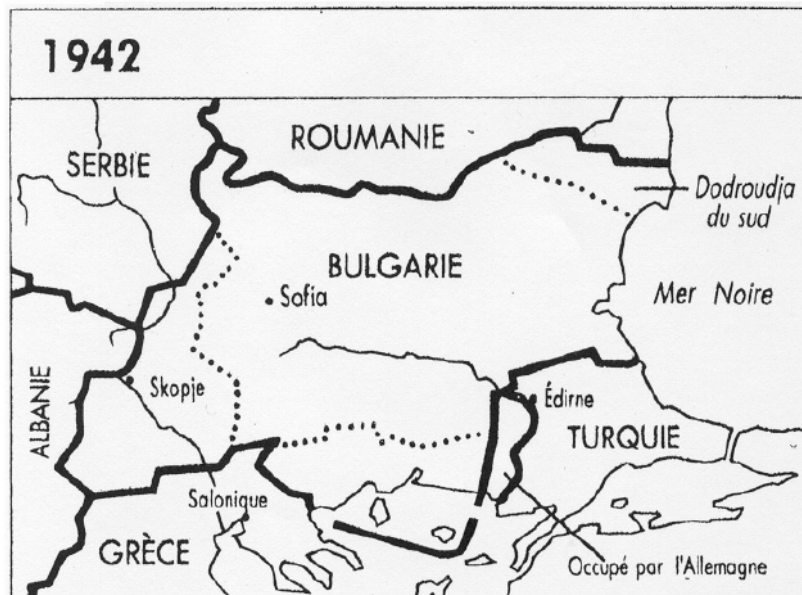
La Serbie et la Grèce répondirent immédiatement par les armes, suivis par le Monténégro puis par la Roumanie ; la Turquie à son tour reprit les hostilités. L'armée bulgare fut écrasée en vingt jours et Ferdinand demanda l'armistice le 18 juillet.

La paix de Bucarest (28 juillet-10 août 1913) fut cruelle pour les Bulgares. La Serbie y recevait la plus grande partie de la Macédoine y compris Ohrid, haut lieu de la culture bulgare du X^{ème} siècle. La Grèce s'emparait du port de Salonique et du golfe de Kavala. La Bulgarie ne gardait qu'une petite partie de la Macédoine mais s'agrandissait au sud du Rhodope en recevant une fenêtre sur la mer avec un morceau de la Thrace égéenne. En revanche, elle cédait à la Roumanie la Dobroudja du Sud et restituait à la Turquie Andrinople et la Thrace orientale.

1.3.3-Conséquences des guerres balkaniques

Commencées comme une croisade des états chrétiens contre les Turcs, les guerres balkaniques s'achevaient en laissant un lourd héritage de rancœurs et de haines entre Bulgares, Serbes, Grecs et Roumains séparés désormais par des problèmes s'appelant : Macédoine, Thrace, Dobroudja. Les puissances en jouaient pour se faire des clientèles dans le grand affrontement qui grondait en ce début de XX^{ème} siècle.

L'évolution des frontières de 1913 à 1942



1.4-Les deux Guerres Mondiales : le ralliement à la loi du plus fort

1.4.1-La Première Guerre Mondiale : une tentative de revanche

Quand l'Autriche-Hongrie attaqua la Serbie le 15 juillet 1914, la majorité des Bulgares y vit assurément une revanche de la paix de Bucarest. La coalition au pouvoir, libéraux et stambolistes du gouvernement Radoslavov, était nettement germanophile. Or la situation stratégique dans les Balkans lui valait les sollicitations des deux camps. Lorsqu'en novembre la Turquie entra en guerre du côté des empires centraux, l'Entente n'hésita pas à proposer à Sofia la Thrace et la Macédoine, morceau de Serbie pour la défense de laquelle elle était entrée en guerre. Après l'échec du débarquement aux Dardanelles en février 1915 et les victoires allemandes en Pologne et en France, convaincu de la supériorité militaire des empires centraux, le tsar Ferdinand accepta l'offre de Vienne. La Bulgarie déclare alors la guerre à la Serbie le 14 octobre 1915. Les troupes bulgares occupent dès lors la Macédoine serbe et font face aux troupes alliées débarquées à Salonique le 5 octobre. C'est le « front d'Orient » qui s'établit à la frontière septentrionale de la Grèce. L'occupation de la Macédoine par les Bulgares fut particulièrement dure : l'armée bulgare extermina les Grecs ou les expulsa. Lorsque la Roumanie entre en guerre en août 1916, la Bulgarie s'associe à la rapide contre-offensive des puissances centrales et occupe la Dobroudja du sud cédée en 1913. La dispersion des troupes, la médiocrité des équipements et le mauvais ravitaillement eurent raison de l'endurance et du courage du paysan bulgare. La rupture du front d'Orient le 18 septembre 1918 contraignit la Bulgarie à signer un armistice le 29. Le 3 octobre, Ferdinand abdique en faveur de son fils Boris III. Le traité de Neuilly du 27 novembre 1919 impose un nouveau recul territorial : la Roumanie récupère la Dobroudja du Sud, la Serbie annexe quelques districts supplémentaires et la Grèce obtient toute la Thrace, ce qui coupe la Bulgarie de la mer Egée. En 1923, les Grecs expulseront quelques 250 000 Bulgares qui résidaient en Thrace pour les remplacer par des réfugiés grecs venus d'Asie Mineure après la victoire turque.

Le royaume ne se remettra pas de ce choc. L'histoire de l'entre-deux-guerres n'est faite que de difficultés économiques et de convulsions politiques.

1.4.2-L'irrédentisme malheureux de la Seconde Guerre Mondiale

La guerre ne modifia pas fondamentalement la vie du pays : le « régime sans parti », comme aimait le définir le roi, continua sous un Boris qui contrôla de plus en plus la politique extérieure.

La politique révisionniste et irrédentiste de la Bulgarie la poussa naturellement vers l'Allemagne hitlérienne, surtout après le coup d'état du roi Boris III. L'approche de la Seconde Guerre Mondiale relança la perspective de la grande Bulgarie. Au début des hostilités, le roi Boris déclara la neutralité de la Bulgarie. En février 1940, il appela à la tête du gouvernement Bogdan FILOV, un professeur d'histoire de l'art, grand admirateur de l'Allemagne. La défaite de la France et des alliés de la Grande-Bretagne, qui soutenaient les ennemis de la Bulgarie (Grèce, Roumanie, Yougoslavie) amenèrent le gouvernement bulgare à se rapprocher concrètement de Berlin, au moment où la rivalité germano-soviétique se faisait sentir dans la région. Berlin sollicita l'adhésion de la Bulgarie au pacte tripartite, tandis que Moscou lui proposait un traité d'amitié et de non-agression. Pris entre ses sympathies personnelles et les traditions russophiles de son opinion publique, Boris donna des deux côtés une réponse dilatoire malgré une vive campagne menée par le parti ouvrier pour un pacte avec l'URSS qui recueillit des milliers de signatures.

Le 1^{er} mars 1941, la Bulgarie adhéra au pacte tripartite par la signature de l'accord de Vienne puis participait à l'invasion de la Yougoslavie le mois suivant. Elle en fut récompensée par l'attribution d'une grande partie de la Macédoine, du district serbe de Pirot, de la Thrace et d'une partie de la Macédoine grecque. Le gouvernement bulgare s'efforça de gagner la sympathie de la population macédonienne et de l'intégrer. Près de cent mille Grecs furent en revanche expulsés de Thrace et remplacés par des Bulgares en réponse aux expulsions opérées par les Grecs en 1923. La Bulgarie devint la base- arrière de l'Allemagne lors de son offensive contre l'URSS, mais à la différence des Roumains et des Hongrois, elle ne participa pas militairement à l'attaque. La réunification des terres

bulgares s'était opérée avec l'aide d'Hitler, mais le pays n'attaqua pas l'URSS. De plus, Boris III refusa de livrer les Juifs bulgares aux autorités nazies.

Le 28 août 1943, le roi Boris mourait subitement à l'âge de 49 ans. Une nouvelle fois, son imprudent expansionnisme mit la Bulgarie au bord de l'effondrement.

1.5-Cinquante ans sous le joug du Grand Frère

1.5.1-L'émergence apparemment foudroyante du communisme

Les dirigeants bulgares cherchèrent en 1944 un accord avec les Alliés occidentaux, mais il était trop tard : en août, les armées soviétiques pénétraient en Roumanie ; le 5 septembre, l'URSS déclarait la guerre à la Bulgarie. Dans les jours qui suivirent, celle-ci capitulait, déclarait la guerre à l'Allemagne et évacuait ses troupes de Grèce et de Yougoslavie. Le 16 septembre, les Soviétiques furent à Sofia. Le 28 octobre, un armistice fut signé à Moscou.

Le 9 septembre 1944, le Front de la Patrie, mouvement de résistance couvrant un large éventail politique, forma un nouveau gouvernement ; sous l'impulsion de Georgi Dimitrov, les communistes allaient s'emparer progressivement du pouvoir, en éliminant les opposants, comme l'agrarien Nikola Petkov, puis purger leurs propres rangs. La liquidation systématique de toute opposition (100 000 victimes) fut en passe d'être réalisée quand débuta le procès stalinien, suivi de la pendaison de Traïcho Kostov en 1949. L'abolition de la monarchie, entérinée par un référendum, mit fin au règne du jeune Siméon, bref successeur du roi Boris, puis la république populaire fut proclamée le 15 septembre 1946. Le traité de paix signé à Paris en février 1947 était particulièrement avantageux pour un pays qui avait été allié de l'Axe : fort de l'appui soviétique, la Bulgarie perdait ses conquêtes mais maintenait ses frontières hormis la Dobroudja méridionale, ne payait que de modestes réparations et voyait les troupes soviétiques se retirer.

1.5.2-« Un exemple à suivre par tous les pays socialistes »¹

Les changements imposés au pays concernèrent tous les domaines vitaux. Les partis politiques de la coalition gouvernementale durent mettre fin à leur existence de « leur propre initiative ». Ceux de l'opposition furent détruits par des procès montés contre leurs dirigeants (Dimitrov, Petkov). A côté du PC ne restait comme « parti politique » qu'une des tendances de l'ancienne Union agrairienne qui se refusa à avoir un programme politique propre et accepta la direction du PC. Une réforme agraire mit à la disposition de l'état toutes les propriétés individuelles supérieures à 20 ha. Moins d'un tiers de ces terres appartient aux petits paysans, le reste allant aux fermes coopératives organisées sur le modèle soviétique. En décembre 1947, l'industrie, les mines et les banques furent nationalisées. En mars 1948, un traité lia la Bulgarie à l'URSS dans tous les domaines. Les principes connus plus tard sous le nom de « doctrine Brejnev » y existaient déjà en germe car il prévoyait un « aide immédiate entre les partenaires avec les moyens militaires et tous ceux qui sont à leur disposition » ainsi que des consultations mutuelles sur « toutes les questions importantes. »

Le régime communiste s'est caractérisé par la longévité au pouvoir de Todor JIVKOV, Premier secrétaire du parti communiste à partir de 1954, chef d'état de 1971 à 1989, et par l'absence de troubles jusqu'au décret de décembre 1984, imposant aux Turcs la bulgarisation de leurs noms. La politique extérieure s'est caractérisée par une totale allégeance à Moscou et par des relations souvent tendues avec la Yougoslavie, qui accusait la Bulgarie de nier les droits de la minorité macédonienne. Cette Bulgarie communiste s'est écroulée avec la faillite des régimes communistes en URSS et en Europe de l'Est.

Cette première partie évocatrice de l'histoire bulgare met en évidence de manière indiscutable les trois dominations fortes qu'elle a connues : les Ottomans, les Allemands et enfin l'URSS. Comment un tel pays a-t-il pu voir naître une identité nationale ? Existe-t-elle et sous quelle forme ? Pourquoi une telle soumission à ces pouvoirs forts du moment ?

¹ Léonid BREJNEV.

2-LES MOTEURS IDENTITAIRES DE LA BULGARIE

2.1-« La Bulgarie fut ainsi une Eglise avant d'être un Etat »²

2.1.1-La puissance de l'église bulgare

Dès les premiers pas de l'Etat bulgare au X^e siècle, la religion y tint une place prépondérante. La slavisation des Proto Bulgares fut accélérée lorsque Boris 1^{er} proclama en 865 le christianisme comme religion d'état. Le royaume bulgare devenait ainsi une puissance égale en droits aux autres états chrétiens. Pour échapper à la tutelle de Byzance qui voulait l'obliger à accepter des prêtres pour sa nouvelle église, Boris chercha à entrer en relation avec le pape de Rome. S'il n'y parvint pas totalement, il réussit cependant à assurer l'autonomie de l'église bulgare sous un métropolite.

Dans le même but, il introduisit l'écriture slave et la célébration du culte dans son état en vieux bulgare. Il donna asile aux disciples des apôtres slaves, Cyrille et Méthode, expulsés de Moravie. Grâce à Clément, nommé plus tard archevêque d'Ohrid et à Naum, qui travailla dans la nouvelle capitale Preslav, deux écoles furent fondées : celle d'Ohrid et celle de Preslav. Ainsi dès la deuxième moitié du IX^e siècle, bien longtemps avant la Réforme en Europe occidentale, on chantait la messe en slavon : une langue compréhensible pour le peuple.

De même, sous le joug musulman, la Bulgarie a montré son attachement à sa religion plus qu'à sa nationalité réelle. Il est vrai que les Turcs permirent aux peuples asservis de conserver leur foi et leur église. On peut cependant citer le cas particulier des Pomaks du Rhodope : cette population du sud –ouest du pays qui cèdera à la conversion forcée et qui existe encore aujourd'hui.³ C'est pour la Bulgarie une cause particulièrement insidieuse de perte de nationalité. Les diocèses bulgares furent rattachés au patriarcat de Constantinople qui disposait

² François THUAL- Le douaire de Byzance- chapitre 6, page 59.

³ Les Pomaks qui vivent dans les montagnes du Rhodope ont été islamisés par les Yuruks, venus d'Anatolie qui se nomadisaient dans les montagnes des Balkans.

également de pouvoirs administratifs. Mais la majeure partie de la population, en particulier les paysans, refusa de se convertir et garda langue et religion.

L'hégémonie spirituelle de l'hellénisme fut donc combattue afin d'obtenir la bulgarisation du clergé, le retour à la liturgie slave et à terme l'indépendance de l'église bulgare. On mesure dans cette lutte toute l'importance que revêtit la religiosité bulgare dans cette recherche d'indépendance. Sous la pression de la Russie qui s'intéressait de près à la Bulgarie pour prendre pied dans les Balkans, le patriarche de Constantinople accepta, en 1867, la création d'un exarchat bulgare. En 1870, le Sultan entérina la formation d'un millet bulgare composé d'un territoire incluant la Bulgarie actuelle, la Thrace et la Macédoine. La création d'une entité ecclésiale autonome, au sein du patriarcat de Constantinople, sur une base nationale, était une innovation pour le patriarcat, l'orthodoxie et le Sultan. L'idée bulgare se territorialisait sous la forme d'une église ou plutôt d'un ensemble de diocèses formant une entité structurée. Le nationalisme bulgare trouva dans les frontières administratives de cet exarchat la matrice territoriale de son rêve identitaire à l'image, quelques années plus tard, de la grande Bulgarie de San Stéfano.

Sur le plan identitaire et notamment de l'identité religieuse, le lien entre la Bulgarie et la religion orthodoxe ne doit pas faire oublier qu'aujourd'hui, un quart de la population est musulmane. Ces musulmans sont soit des Turcs, soit des Pomaks. L'existence de ces slaves islamisés illustre la nécessité de prendre des précautions au sujet des structurations identitaires des phénomènes religieux, ne serait-ce que parce que ces Bulgares musulmans n'ont jamais remis en cause leur nationalité bulgare au nom de leur foi musulmane. On mesure par cet exemple toute la complexité du rapport des Bulgares à leur religion.

2.1.2-La renaissance intellectuelle et laïque

C'est encore sous son aspect religieux que le nationalisme bulgare s'est développé pendant la Renaissance bulgare à travers les recherches du moine Païssi Velichkovsky qui rassembla au cours du XVIII^e siècle ses travaux sur l'écriture de la grande Philocalie orthodoxe (florilège et anthologie des grands penseurs de l'orthodoxie et Pères de l'église) exhumant ainsi des pans de

l'histoire bulgare. En particulier, il exalta dans son Histoire slavo – bulgare (1762) le passé glorieux de son pays et fustigea ses compatriotes honteux de parler leur langue maternelle.

La Renaissance initiée entre autres par le moine Païssi ne se limitait pas à l'aspect religieux mais incluait également une dimension spirituelle. On peut évoquer aussi Sofroni, évêque de Vrasta, qui peignit les malheurs du peuple bulgare asservi et tenta de montrer que le chemin du salut était dans l'instruction populaire.

Du capitalisme industriel émergent, se forma une bourgeoisie bulgare, pour laquelle s'ouvrirent alors des écoles laïques bulgares (la première en 1835) et non plus grecques, sous l'impulsion de pionniers comme Petar Beron. De ces écoles sortit une intelligentsia issue de la petite bourgeoisie et proche du peuple. C'est de cette classe sociale qu'émergea un mouvement révolutionnaire de libération. Cette puissance issue du peuple est une caractéristique du pays qui causa à de nombreuses reprises des violents mouvements de contestation toujours légitimés par la base.

La libération du joug musulman s'est donc en partie réalisée grâce à ce renouveau idéologique et intellectuel. Il a alors créé les conditions nécessaires à un soulèvement populaire conjugué à l'action de la Russie.

2.2-« La Bulgarie des trois mers »⁴ :un irrédentisme récurrent

La Bulgarie de San Stéfano n'a eu d'existence que virtuelle. Elle reste toujours une référence car elle renoue avec l'empire de Siméon et la Bulgarie de Tarnovo. La fin du XIX ° siècle et tout le début du XX ° siècle se caractérisent donc par un irrédentisme qui trouve sa source principale dans l'espoir déçu du traité de San Stéfano.

2.2.1-La variable d'ajustement des grandes puissances à Berlin

⁴ François THUAL-Le douaire de Byzance.

Les contraintes imposées pendant des années par la Sublime Porte sur la province de Bulgarie voient la naissance d'une insurrection nationale. L'héroïque révolte d'avril 1876 n'aboutit cependant qu'à déclencher sur le pays une répression d'une férocité sans précédent. Profitant de l'émotion soulevée en Europe par les « horreurs bulgares », la Russie déclare la guerre à la Turquie. Depuis l'indépendance grecque de 1830, elle avait été évincée de ce pays par la Grande-Bretagne et s'était repliée sur un objectif : constituer un grand pays slave orthodoxe dans les Balkans comme point d'appui pour son expansion.

Après une guerre rapidement menée par les soldats du tsar renforcés par une Légion bulgare forte de dix mille volontaires, une convention de paix à San Stéfano, faubourg de Constantinople sur la mer de Marmara, le 18 février 1878. Cet accord donnait l'indépendance à la Serbie, à la Roumanie et au Monténégro. Il prévoyait en outre la formation d'une principauté autonome de Bulgarie incluant la Bulgarie de l'époque, la plus grande partie de la Macédoine, de la Thrace et le sud de la Dobroudja comme l'indique la carte jointe

Si la Russie parvint à dicter ses volontés à la Turquie et conféra à la Bulgarie un territoire gigantesque, il n'en advint pas de même des occidentaux.

Les clauses du traité apparurent en effet inadmissibles à l'Angleterre et à l'Autriche-Hongrie qui virent en elles l'installation d'un protectorat russe sur l'ensemble des Balkans.

La Russie se retrouva isolée à la Conférence de Berlin (juin 1878) organisée par Bismarck et dut accepter une révision du traité de San Stéfano. Le traité de Berlin du 13 juillet 1878 aboutit à un démembrement comme le montre la carte jointe : la partie au nord du Balkan formait une principauté de Bulgarie, autonome mais tributaire de la Porte, tandis qu'au sud était constituée une province de Roumélie orientale, pourvue d'une certaine autonomie administrative mais restant possession ottomane. La Macédoine et la Thrace orientale demeuraient sous la domination turque.

Les puissances réunies à Berlin avaient voulu établir un nouvel équilibre dans les Balkans au bénéfice global des peuples chrétiens mais il leur avait fallu trouver un compromis entre elles au mépris des aspirations des peuples des Balkans et en particulier celles des Bulgares. L'irrédentisme bulgare, né de sa libération du joug musulman et regonflé par la victoire des Russes à San Stéfano, a brutalement été confronté à ce souci de stabilité dans les Balkans dans une

totale méconnaissance de la situation géopolitique de la région. San Stéfano resta toujours dans l'esprit des Bulgares un grand espoir déçu et le traité de Berlin se révéla dans la péninsule lourd de tous les conflits de la « poudrière de l'Europe ».



Les frontières de la Bulgarie à San Stéfano puis à Berlin.

2.2.2-La revanche territoriale qui s'achève tristement à Bucarest

Si le réveil national bulgare et la refondation de son identité par l'intermédiaire de la Constitution de Tarnovo avaient permis de créer un état bulgare, celui-ci demeurerait hanté et obsédé par les frontières de l'exarchat bulgare et celles du traité de San Stéfano. Deux régions continuaient à concentrer les appétits bulgares : la Macédoine et la Thrace orientale. Le mythe de la Grande Bulgarie, nourri d'une représentation mythique des empires bulgares du Moyen Age, étayait ces ambitions, tout en ignorant la réalité ethnique contemporaine de ces régions peuplées de Turcs et de Grecs.

C'est dans ce contexte que la Révolution Jeune Turque opéra un réveil du nationalisme turc qui, naturellement, exaspéra les nationalismes balkaniques, devenus rivaux entre eux. La Serbie, la Bulgarie complétées par un traité gréco-bulgare s'allièrent pour attaquer la Turquie durant la première guerre balkanique qui dura huit mois. Andrinople fut prise en mars 1913 et la Turquie s'inclina : au traité de Londres (30 mai 1913), elle abandonna tous les territoires à l'est de la ligne Enos - Media. Le partage des dépouilles révéla toutefois un désaccord total : les Bulgares, ayant combattu à l'est et conscients d'avoir supporté l'essentiel de la guerre, furent quelque peu évincés par les Grecs arrivés, il est vrai, quelques heures avant eux à Salonique. De plus, les Serbes leur contestaient une partie de la Macédoine et les Roumains leur réclamaient un morceau de la Dobroudja bulgare.

Ainsi, en juin 1913 et sans déclaration de guerre, la Bulgarie isolée se retourna contre ses anciens alliés qui bénéficièrent de l'aide de la Turquie et de la Roumanie. Cette seconde guerre balkanique s'acheva pour Sofia par une nouvelle catastrophe territoriale. Au traité de Bucarest, le 10 août 1913, la Bulgarie obtint certes une extension territoriale vers le sud, dont une partie de la Thrace qui lui donna accès à la mer Egée, mais elle dut céder la Dobroudja du sud à la Roumanie alors que la Serbie conserva bien entendu la Macédoine. Par ailleurs, la Bulgarie dut restituer Andrinople et la Thrace orientale à la Turquie.

Cette nouvelle quête territoriale s'était retournée contre la Bulgarie. De même que Berlin avait annulé San Stéfano, le traité de Bucarest annulait le traité de Londres. Le rêve de la Grande Bulgarie s'achevait fort mal pour la seconde fois de l'histoire puisqu'elle perdait 15 000 km².

2.2.3-L'opportunisme malheureux aux côtés de l'Allemagne

Quand l'Autriche-Hongrie attaqua la Serbie en juillet 1944, la majorité des Bulgares y virent assurément une revanche de la paix de Bucarest. D'ailleurs la coalition au pouvoir, libéraux et stambolistes du gouvernement de Radoslavov comme les milieux de la cour étaient nettement germanophiles. Ainsi, ce fut à la suite de victoires allemandes et convaincue de la supériorité militaire des Empires centraux que la Bulgarie accepta les propositions territoriales alléchantes : cession par les Turcs d'une partie de la Thrace, promesse à la paix d'un retour aux frontières du traité de Londres et enfin, argument non négligeable : prêt de 200 millions de marks pour équiper l'armée. Malgré des manifestations populaires contre la guerre, la Bulgarie attaqua la Serbie le 14 octobre 1915.

On connaît l'issue de cette guerre qui aboutira au traité de Neuilly (cf. § 1.4.1). On constate en outre que la Bulgarie a une nouvelle fois recherché un gain territorial en particulier face à la Turquie plus que face à la Serbie en toute indépendance politique.

De même, à l'aube de la Seconde Guerre Mondiale, les sentiments germanophiles des dirigeants et en particulier du roi Boris III pesèrent lourd dans les décisions de politique internationale du pays. De plus, l'adhésion à un système économique d'échanges paraissait offrir une solution à la grave crise que connaissait alors le pays. En effet, en 1938, 68 % des exportations bulgares allaient en Allemagne et 66% des importations en venaient.

Ainsi, en laissant miroiter des avantages territoriaux (Dobroudja du sud le 7 septembre 1940), l'Allemagne put à loisir utiliser la Bulgarie comme base arrière. Elle s'en servit en particulier lors de son offensive contre l'URSS. En revanche la Bulgarie eut pour mandat d'administrer la Macédoine yougoslave et les Thrace et Macédoine grecques. Dans le premier territoire, la politique bulgare tenta de rallier la population (théâtre national, bibliothèque bulgare, instituteurs et popes). A

contrario, dans les seconds elle fut plus brutale confirmant une fois encore l'hostilité bulgare face aux Grecs et Turcs. Ce n'est pas sans raison qu'on leur affubla le surnom de « Prussiens des Balkans ». De plus les sentiments russophiles des Bulgares ne tardèrent pas à irriter Hitler : en 1941, demeurait encore à Sofia la légation d'URSS avec une importante mission militaire. Ces sentiments pour Moscou, en particulier d'une part importante de la population, pourraient expliquer l'attitude unique en Europe de la Bulgarie : la non-livraison de ses juifs aux nazis.

On comprend bien que l'opinion publique n'était pas pour cette guerre malgré les gains territoriaux induits. L'instabilité sociale de l'époque en atteste. Cette guerre eut un prix exorbitant : 160 000 morts et 400 000 blessés sur une population de cinq millions d'habitants pour un gain territorial mince.

L'alliance quelque peu contre nature avec l'Allemagne nazie, peu soutenue par la population plutôt russophile, eut pour conséquence directe une acceptation totale et rapide du communisme de l'URSS.

Cette volonté légitime ou non de conquête de territoires est une forte tendance de la Bulgarie. A trois reprises et pour avoir joué un double jeu, elle a fait un mauvais choix qui lui a valu en définitive beaucoup plus de pertes que de gains⁵. Son identité nationale n'en est aujourd'hui que plus floue et virtuelle.

2.3-Des sentiments russophiles omniprésents

2.3.1-L'influence russe au XX ème siècle

L'héritage des quarante ans de communisme pèse encore lourdement sur la destinée de la Bulgarie. La caractéristique du communisme

⁵ La libération inachevée territoriale : « un mythe national qui exerçait une telle emprise sur l'imagination des dirigeants bulgares qu'ils semblèrent parfois oublier complètement les tâches importantes du progrès social et économique. »- CE BLACK- « Bulgaria in historical perspective » dans Bulgaria- éditions LAD Dellin page 12.

bulgare est qu'il s'est construit à la suite du mouvement révolutionnaire russe contrairement aux autres partis communistes des Balkans formés par les socialismes allemands et français.

Dès la Première Guerre Mondiale, la Révolution russe d'octobre agit comme un révélateur : l'écho en Bulgarie en fut d'autant plus grand que les liens entre les deux pays étaient profonds et que les deux armées étaient en contact. On assista même sur le front du Sereth à de nombreux actes de fraternisation facilités par le fait que les soldats pouvaient se comprendre.

Au cours de la Seconde Guerre Mondiale, la résistance bulgare fut d'emblée animée par le parti communiste. En septembre 1939, celui-ci se prononça contre la guerre et fit une propagande en faveur d'un rapprochement avec l'URSS. Cependant, au cours de la Seconde Guerre Mondiale, la russophilie traditionnelle des Bulgares favorisa la mise en place de l'organisation de la résistance nationale et communiste qui aboutit à l'insurrection de 1944 et favorisa l'arrivée de l'Armée rouge.

Les quarante ans de communisme surprennent par leur totale soumission au grand frère russe au point d'être surnommé le seizième état de l'URSS⁶⁷. L'apogée de la politique stalinienne eut lieu sous le règne de Tchervenkov. A titre d'exemple, la collectivisation de l'agriculture- secteur à fort rendement pour le pays- fut plus poussée qu'ailleurs avec 44 % des terres cultivables à l'état en 1950 contre 12 % en Roumanie.

2.3.2-Des relations toutes particulières avec le Grand Frère

Cette proximité morale entre les dirigeants des deux pays s'explique entre autre par le fait que les chefs nationaux, Khristo BOLEV, Liuten KARAVELOV et les personnalités marquantes du début de la Bulgarie indépendante : Stefan STAMBOLOV, Dimitar BLAGOEV étaient parmi les cinq cents étudiants bulgares à avoir fait leurs études dans des lycées et universités russes.

Mais dans le passé, la gratitude pour l'aide russe et l'amitié pour le libérateur n'étaient pas comprises comme une subordination servile aux intérêts

⁶ « Je suis lié à l'Union soviétique à la vie et à la mort ; il en est de même de notre parti et de notre peuple » :Todor JIVKOV à Paul LENDVAI.

stratégiques russes. Ainsi que le déclara Karavelov: « Si la Russie vient nous libérer, elle rencontrera une grande sympathie ; mais si elle vient pour dominer, elle trouvera beaucoup d'ennemis. » Par exemple, ce fut contre l'opposition russe que le Prince Ferdinand de Cobourg fut élu au trône et que Stefan Stambolov gouverna le pays pendant sept ans.

N'oublions pas que Moscou est originellement vue, à Sofia, comme la seule puissance qui permit à la Bulgarie d'effectuer son rattrapage civilisationnel et économique. Imposée, l'allégeance au « grand frère » constitua également une stratégie qui permit de maximiser sous contrainte les dividendes de l'appartenance au bloc soviétique. Sa loyauté valut d'ailleurs à Sofia des livraisons à bas prix de matières premières et de technologies indispensables à son développement. En quatre décennies, ce qui n'était qu'une société agraire se métamorphosa effectivement en société urbaine industrialisée.

Il faut donc bien saisir la subtile relation qui unit le peuple bulgare à celui de la Russie : une amitié forte existe mais Moscou ne doit pas tenter d'abuser de sa situation dominante. C'est bien dans cet état d'esprit que la Russie a toujours cherché à convaincre la Bulgarie en fournissant des moyens ou en encourageant voire en formant ses élites.

Il faudra le raz-de-marée de la perestroïka pour rompre les liens entre ces deux nations et entraîner rapidement la chute de JIVKOV.

3-SUR LES PAS DE LA GRANDE BULGARIE ?

3.1-Une transition en panne d'idéal national

Le problème de la fierté nationale se pose avec d'autant plus d'acuité que la transition bulgare a passé sous silence des thèmes nationaux jugés illégitimes par l'Occident. En 1988-1989, la très embryonnaire dissidence bulgare avait fait de l'écologie et de la défense des droits de l'homme- donc de la réhabilitation des Turcs bulgares- ses principaux chevaux de bataille. Elle ne pouvait dès lors se permettre de laisser transparaître ses propres préjugés ethniques. Pourtant les humeurs xénophobes étaient largement présentes au début de la transition. On n'a pas oublié qu'en 1990, le parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) n'était pas le seul à exprimer des réticences devant la création d'un parti « ethnique », le Mouvement des droits et libertés (MDL) et que l'enregistrement de ce dernier a été largement tributaire des pressions de la communauté internationale. Désireux d'obtenir un soutien international, les démocrates bulgares se sont autocensurés. Cette stratégie a eu, sur le moyen terme, deux répercussions imprévues. D'une part, l'Union des Forces Démocratiques (UFD) n'est pas parvenue à ancrer la transition dans l'imaginaire local. Des réformes, elle a fait non une nécessité mais un prix à payer pour être européen. Plutôt que de se légitimer par référence aux pères de la Renaissance bulgare du XIX^e siècle, elle s'est voulue moderne. Elle a également substitué l'horizon d'une normalité européenne à l'idéal d'une grande Bulgarie. Cette démarche impliquait de faire table rase du passé et escamotait forcément une relecture critique de l'histoire du pays depuis l'indépendance. Le joug ottoman, les dominations extérieures, la peur du séparatisme turc, la diabolisation du « fanatisme musulman », ces repères traditionnels décrits dans la deuxième partie n'ont pas fait l'objet d'une remise en question sérieuse. Donc dans le cas où l'idéal européen serait déçu, seuls demeureront comme support de légitimité des mythes historiques potentiellement revendicatifs.

A terme, les dirigeants bulgares risquent de voir l'opposition politique décrite comme une « trahison des intérêts nationaux ». Sans une alternative de gauche, le recours à des arguments nationalistes est une option envisageable.

Depuis son échec électoral d'avril 1997, le parti socialiste bulgare traverse en effet une profonde crise identitaire.⁸ Quant aux petits partis, à l'instar de l'Eurogauche, du parti social-démocrate, qui tentent de définir une vision sociale-démocrate, leurs divisions internes les condamnent pour l'instant à l'impuissance. Or, dans la société bulgare, la recherche d'une alternative politique est de plus en plus évidente, comme l'ont illustré les élections locales d'octobre 1999 avec un taux de participation de moins de 50 % et le parti au pouvoir crédité de seulement 30 %. La performance de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne-formation nationaliste- qui arrive en troisième position dans plusieurs grandes villes du pays, Plovdiv, Veliko Turnovo, Stara Zagora, ainsi que la percée inattendue du mouvement Guergjovden, formé à la veille des élections autour d'une dénonciation de la corruption, ont fourni un signal clair. A l'avenir, les mécontents sociaux devraient continuer à rechercher un porte-parole : il y a fort à craindre que celui-ci prenne une connotation populiste ou nationaliste. Le gouvernement au pouvoir depuis 1997 semble avoir pris la mesure de ces dangers. Sous la direction de l'économiste Ivan Kostov, un réajustement stratégique a été impulsé mais n'est pas dépourvu d'ambivalences.

3.2-Rigueurs économiques et malaise social

Des secteurs de plus en plus larges de la société bulgare commencent à trouver que les renoncements successifs pèsent lourd. Quelles concessions faudra-t-il encore faire avant que ne soit accordée la reconnaissance tant attendue ? Le 19 février 1999, Sofia a ratifié la Convention européenne sur les droits des minorités. Elle avait traîné jusqu'alors, inquiète de voir la reconnaissance de la notion de « minorité nationale » encourager des velléités autonomistes sur son territoire.

La destruction d'éléments de fierté bulgare est dangereuse car le pays se trouve dans une situation économique délicate. Après avoir usé onze cabinets en huit ans, le pays s'est résigné à avaler la pilule du FMI. Depuis juillet 1997, il vit sous

⁸ Lors de cette élection, les socialistes avaient recueilli 22,07% des voix contre 52,26 % pour l'UFD.

un directoire monétaire supervisé par lui, c'est-à-dire, dans la perception locale, sous protectorat américain. La liquidation des entreprises publiques non rentables est en train de jeter à la rue des dizaines de milliers de personnes. En mai 1999, le taux de chômage officiel se situait aux alentours de 13,2 %. Huit mois plus tard, il atteignait 18,1%. Dans certaines régions sinistrées, on compte facilement 40 % de sans-emplois. Le salaire moyen est de 100 dollars : à peine de quoi couvrir l'alimentation et les factures énergétiques, alors qu'une petite minorité de nouveaux riches se font construire de superbes villas aux abords de la capitale.

Désemparée, la jeunesse bulgare rêve d'émigration. Or, ses espoirs ne viennent que trop souvent se fracasser contre le nouveau « mur de Schengen ». Condamnés à de longues files d'attente devant les consulats occidentaux, les Bulgares ressentent bien la distance qui les sépare de l'Ouest. Ecrasés sous le poids d'une rigueur financière imposée de l'extérieur, maintenus artificiellement en vie par des prêts occidentaux que leurs enfants devront un jour rembourser, ils se sentent humiliés et ignorés. Après dix années d'apprentissage accéléré de la démocratie, les Bulgares en ont assez qu'on leur fasse la leçon. Ils ont dès à présent besoin de reconstruire une vision du futur qui leur propose une image plus valorisante d'eux-mêmes.

3.3-Un nouveau réalisme en politique extérieure

En dépit des transformations socio-économiques qu'a connues le pays en un siècle, les incertitudes sur l'identité bulgare persistent. Elles continuent à modeler un discours extérieur dans lequel le regard de l'autre- européen, occidental- revêt une importance symbolique, rarement mesurée à sa juste valeur par les dirigeants occidentaux. La transition ne saura donc se réaliser que si elle se place sous le signe d'une pleine réalisation de l'appartenance européenne du pays, une réalisation alors vécue comme un accomplissement identitaire.

Au cours des dernières années, la Bulgarie a placé sa politique extérieure sous le signe du pragmatisme. Son nouveau slogan est celui de l'intégration « euro-atlantique ». Le thème du retour en Europe, valorisé dans les premiers temps de la transition, définissait un plus petit dénominateur commun entre

démocrates et anciens communistes, ces derniers étant résolument hostiles à l'entrée de la Bulgarie dans l'OTAN mais pas à son adhésion à l'Union européenne.

Intégrations européenne et atlantique sont dorénavant présentées comme les deux faces d'un même choix stratégique. Cependant, jamais le projet d'une adhésion à l'OTAN n'a suscité dans la population un enthousiasme délirant. En novembre 1996, seuls 23 % des Bulgares étaient favorables à une entrée dans l'Alliance atlantique et 22 % y étaient franchement opposés. La politique résolument atlantiste du gouvernement avait permis de rallier de nouveaux supporters (le pourcentage des partisans allant jusqu'à 43 % à l'hiver 1999) mais l'intervention occidentale au Kosovo est venue remettre en question le lent processus d'acclimatation de l'opinion publique à l'idée atlantiste.⁹

Les autorités bulgares savent que l'OTAN n'envisage pas un nouvel élargissement en l'état actuel des choses. Elles souhaitent donc développer un partenariat stratégique avec les Etats-Unis et consolider leurs rapports avec l'Alliance atlantique à travers une participation active au Partenariat pour la paix. Ils espèrent donc que les contacts réguliers avec Bruxelles et Washington augmenteront les chances d'adhésion à l'OTAN. A cet égard, la halte de Bill Clinton en Bulgarie les 21 et 22 novembre 1999 au cours de sa tournée balkanique et le ferme soutien que le président américain a apporté à l'intégration de la Bulgarie dans les structures occidentales lors de cette visite historique témoignent de la qualité des rapports entre les deux pays. Lors du sommet de Washington en avril 1999, la Bulgarie n'est certes pas parvenue à combler son retard sur la Roumanie et la Slovénie, mais son nom est venu en sixième place après la Roumanie, la Slovénie et les trois pays baltes sur la liste des neuf candidats officiels à l'Alliance.

⁹ A cette occasion, on a vu, lorsque l'Alliance atlantique demanda à utiliser l'espace aérien bulgare, des graffitis « l'OTAN dehors ! » fleurir sur les murs de Sofia.

3.4-La Bulgarie et l'Union européenne

L'attention accordée aux relations avec Washington ne doit pas laisser croire que le nouveau gouvernement bulgare a relégué l'objectif d'une intégration européenne au second plan. En mars 1998, le cabinet Kostov a adopté une « stratégie nationale pour l'accession de la Bulgarie à l'Union » qui prévoit l'introduction de 60 % des actes et règlements applicables dans l'Union pour 2001. Si Ivan Kostov ne se fait guère d'illusions quant aux perspectives d'une entrée rapide de son pays dans l'Union européenne- l'objectif officiel est toujours 2006, il a pris pour prétexte l'invitation de la Bulgarie à entamer des pourparlers pour opérer un profond remaniement ministériel. Dix ministres sur seize ont été remplacés dont ceux de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense et un ministère de l'Economie a été créé.

L'approche du gouvernement Kostov a quelque peu évolué récemment. Au temps d'Helmut Kohl, Sofia avait beaucoup misé sur le soutien de Bonn car l'UFD bulgare était assez proche de la démocratie chrétienne allemande. Elle n'a pas les mêmes affinités aujourd'hui avec les sociaux-démocrates du gouvernement Schröder. Il est donc nécessaire de trouver de nouveaux moyens pour se faire entendre sur la scène européenne et l'entretien de bonnes relations avec les Etats-Unis pourrait s'avérer utile.

Le changement le plus significatif se situe ailleurs : à plusieurs reprises, les autorités bulgares ont signifié qu'elles n'entendaient plus abandonner leurs intérêts vitaux au nom de la cause européenne. Dans un entretien à Reuter, publié début 1999, le Premier ministre bulgare avait ainsi fait sensation en réaffirmant la position de la Bulgarie sur la centrale nucléaire de Kozlodui que l'Union soviétique souhaite voir fermer car elle est du même type que celle de Tchernobyl. Sachant que cette centrale fournit 40 % de l'électricité du pays, Sofia considérait que sa mise hors service trop rapide porterait un coup difficile à sa compétitivité économique. Il semblerait que cette fermeté ait porté ses fruits puisque l'accord signé entre la Bulgarie et l'Union européenne, début décembre 1999, apparaît assez favorable à la partie bulgare : la fermeture originellement prévue en 2004 se fera par tranches successives à partir de 2003. En outre, la Bulgarie reçoit en compensation un aide substantielle de 200 millions d'euros et un prêt de 260 millions.

La nomination d'Alexandar Bojkov, homme politique influent sur la scène bulgare et réputé pour ses qualités de stratège, comme responsable des négociations d'adhésion à l'Union montre que la Bulgarie veut devenir un partenaire plus exigeant et un adepte assidu d'une realpolitik efficace.

3.5-La normalisation des liens avec l'Union soviétique

Le même réalisme prévaut aussi dans les relations avec l'ex-Grand frère. Partant du principe que les deux pays continueront à avoir des intérêts communs, en particulier dans le domaine énergétique, Sofia a fait amende honorable. Elle a entre autres repris en main le dossier du gaz naturel russe transitant par la Bulgarie et après de nombreuses controverses, a signé en avril 1998 un accord avec Moscou qui prévoit la livraison annuelle de 6 à 8 milliards de m³ de gaz naturel jusqu'en 2010. En échange, le volume de gaz russe destiné à des pays tiers (Grèce, Turquie, Macédoine) et transitant par la Bulgarie est augmenté et les taxes prélevées par la Bulgarie sont abaissées.

La consolidation du pouvoir de Vladimir Poutine fin mars 2000 représente pour les Bulgares une épée à double tranchant. Bien ayant fait part de son désir de relancer la coopération économique avec les anciens membres du Comecon, le nouveau chef du Kremlin inquiète cependant par une politique extérieure envers l'ex-Union soviétique jugée plus ambitieuse que celle de son prédécesseur. Dans les relations russo-bulgares, l'ambiance est à la prudence et à une gestion des dossiers au cas par cas.

3.6-Une recherche de puissance dans la crise des Balkans

Une nouvelle lecture des intérêts vitaux de la Bulgarie s'est traduite par un retour de la diplomatie sofiote dans la péninsule balkanique.

Progressivement, la Bulgarie en est venue à reconsidérer cette vision de ses deux sphères d'appartenances, balkanique et européenne, comme mutuellement exclusives. En premier lieu, Sofia a reçu de ses interlocuteurs européens et américains un message clair : pas plus l'Union que l'OTAN n'accepterait un nouveau membre qui aurait des contentieux territoriaux avec l'un

de ses voisins. Par ailleurs, un petit état d'à peine 8,3 millions d'habitants comme la Bulgarie ne peut pas se permettre de se choisir un horizon stratégique qui dépasse le niveau régional. A force de se projeter dans un futur européen, Sofia avait presque fini par oublier la dure réalité des permanences géographiques : en tant que voisins, la Roumanie, la Serbie, la Macédoine, la Grèce et la Turquie seront toujours des partenaires incontournables.

Contrairement, aux attentes, la plus forte hostilité à l'accession de la République fédérale de Macédoine au statut de pays indépendant, reconnu sur le plan international, ne vint pas de Sofia mais d'Athènes. La Bulgarie, soucieuse de rejoindre l'espace économique et politique de l'Europe occidentale pour éviter un isolement et une ruine, fit preuve d'une grande modération vis-à-vis de la création d'une nouvelle Macédoine indépendante. Non seulement elle n'émit pas de revendications mais elle entérina aussi la création de cette République, tout en se refusant à reconnaître l'existence d'une nation macédonienne spécifique. Ce qui, de façon silencieuse, aboutissait à reconfirmer la bulgarité des Macédoniens.

On pourrait se réjouir du nouveau dynamisme de la politique régionale de la Bulgarie si ses objectifs n'étaient formulés, sur la scène intérieure, dans une langue qui fait resurgir les fantômes du passé. En février 1999, le compromis sur la langue macédonienne a été vendu à la population comme un préalable indispensable à la reconquête de l'influence politique et culturelle bulgare chez les « frères de Macédoine ». Or, de la fraternité à la gémellité, il n'y a qu'un pas... De la même façon, pendant la crise au Kosovo, ce sont les arguments de l'inimitié traditionnelle avec la Serbie et de la fraternité macédonienne qui ont servi à légitimer la politique du cabinet Kostov.

CONCLUSION

A diverses reprises au cours de son histoire, la Bulgarie a subi une domination politique pendant de longues périodes. Elle n'a alors pas pu ou peut-être su promouvoir ou conserver une identité nationale forte et légitime. Ces diverses expériences expliquent en partie sa situation actuelle qui se caractérise par deux états d'esprits parfois contradictoires : la recherche d'une fierté nationale perdue et la quête de protecteurs extérieurs qui, aujourd'hui, se nomment Union européenne et Otan. « Taillée à coups de crayon par une poignée de diplomates occidentaux, la Bulgarie a tiré de cette expérience originelle le sentiment que son sort dépend du bon vouloir des grandes puissances (...). Aujourd'hui encore, on ne compte plus les Bulgares qui légitiment leurs déboires actuels par référence aux différents jugs auquel leur pays avait été soumis : byzantin, turc ou soviétique ».¹⁰

Cette étude a permis de mettre en évidence les différentes raisons qui ont orienté la Bulgarie vers telle ou telle soumission. Le joug ottoman a certes été plus subi que choisi mais l'entente avec l'Allemagne au début des deux guerres mondiales était essentiellement teintée d'une connotation irrédentiste alors que le choix soviétique de l'après-guerre pourrait raisonnablement s'expliquer par des motivations économiques et culturelles. Ces choix se sont avérés mauvais par la malchance de l'histoire mais aussi par l'incapacité du pouvoir politique à entreprendre judicieusement et énergiquement des réformes opportunes dès les prémices d'un échec manifeste. Cette incapacité réside sans doute partiellement dans la mentalité bulgare jamais prête à de brusques changements et toujours à la recherche de repères dans son passé.

¹⁰ Nadège RAGARU, Le prisme bulgare, Politique internationale n° 87.

De nos jours, cette inertie au changement semble devoir diminuer. La dissolution brutale du Pacte de Varsovie et le raz-de-marée européen ont fait comprendre au peuple bulgare la nécessité d'être réactif et de s'engager dans la voie au moins du changement et au mieux du progrès. Les graves difficultés économiques symbolisées par la mise sous un directoire monétaire supervisé par le Fonds Monétaire International font de cette remise en cause une nécessité impérative. Les esprits bulgares sont préparés voire impatients et constituent donc un atout majeur pour la réussite. De plus, le contexte géopolitique des Balkans semble vouloir nous inciter à nous préoccuper activement de cette région explosive de l'Europe : la guerre du Kosovo et la crise actuelle en Macédoine sont là aujourd'hui pour nous le rappeler.

La Bulgarie devrait pouvoir sortir de cette malchance chronique si elle parvient à occuper une place majeure dans la résolution des conflits régionaux. A partir de cette prédominance, elle pourrait alors faire valoir son rang européen voire otanien qui la placerait dès lors dans un potentiel plus fort et varié. Cette partie prenante au Kosovo ou en Macédoine serait, en outre, source de pouvoir et d'influence en politique extérieure et donc de sentiment de fierté nationale. Pour que le déclic se produise, il faudrait que l'histoire impose cet engagement à la Bulgarie mais avec des conséquences plus heureuses que dans les siècles passés.

BIBLIOGRAPHIE

- Encyclopédie Universalis, éditions 1990, pages 637 à 655.
- SELLIER André et Jean, Atlas des peuples d'Europe centrale, La Découverte, 1996, pages 167 à 172.
- CASTELLAN Georges, Le monde des Balkans, Vuibert Histoire, mai 1994.

- CASTELLAN Georges et TODOROV Nikolaj, La Bulgarie, PUF, 1976, Que sais-je ? n°1637.
- THUAL François, Le douaire de Byzance, Ellipse, 1998, chapitre 6, pages 59 à 65.
- RAGARU Nadège, Le prisme bulgare, Politique internationale n° 87.
- JELEV Jeliou, Bulgarie terre d'Europe, Frison Roche, 1998, chapitre 5, pages 121 à 165.
- RAGARU Nadège, Progrès économiques, malaise politique et social, Courrier des pays de l'Est, juin- juillet 2000, n°1006.
- TODOROVA Marie, La Bulgarie entre le discours culturel et la pratique politique, Politique étrangère, printemps 1998.

ANNEXE :

Les avatars de la Bulgarie de 1870 à 1945 – HERODOTE n°63

